

## SOUS-PREFECTURE D'APT

ENVIRONNEMENT  
Réf: FB

### A R R E T E

N° 97 du 30 août 2004

autorisant la Société CHEVALLIER SUD  
à exploiter un entrepôt couvert de stockage  
de biens de consommation  
sur la commune de CAVAILLON -  
-----

LE PREFET DE VAUCLUSE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

**VU** l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

**VU** le code de l'environnement dans sa partie législative, livre II - titre I<sup>er</sup> et livre V – titre I<sup>er</sup> ;

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, codifiée par le livre V du code de l'environnement ;

**VU** la nomenclature des Installations Classées annexée au décret modifié du 20 mai 1953 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;

**VU** la demande reçue le 23 avril 2003 par laquelle M Dominique CHEVALIER, représentant la Société de Transports Cavaillonnais (STC), dont le siège social est situé route de l'Isle sur la Sorgue - 84300 CAVAILLON, sollicite l'autorisation d'exploiter un entrepôt couvert de stockage de biens de consommation sur le territoire de la commune de CAVAILLON, ZAC des Bords de Durance ;

**VU** l'ensemble des pièces et plans produits à l'appui de la demande et notamment l'étude d'impact ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 80 du 13 juin 2003 soumettant à l'enquête publique la demande susvisée ;

- VU** l'arrêté préfectoral n ° 80 du 13 juin 2003 soumettant à l'enquête publique la demande susvisée ;
- VU** les avis émis au cours de l'instruction réglementaire ;
- VU** les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 juillet 2003 au 11 août 2003 inclus en mairie de CAVAILLON et le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;
- VU** les arrêtés préfectoraux de sursis à statuer du 27 janvier 2004, 29 mars 2004 et 24 juin 2004 ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 15 juin 2004 ;
- VU** le courrier du 7 juillet 2004 de la Société CHEVALLIER SUD nous informant de la modification de la raison sociale et de l'adresse du demandeur ;
- VU** l'avis motivé émis par le Conseil Départemental d'Hygiène de Vaucluse lors de sa séance du 22 juillet 2004 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SI 2004-08-18-0060-PREF du 18 août 2004, portant délégation de signature à M. Michel GILBERT, Sous-Préfet d'APT ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 511.1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**SUR** proposition du Sous-préfet d'APT

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>** :

La Société CHEVALLIER SUD dont le siège social est situé 2, boulevard de Sarrians – 84170 MONTEUX est autorisée à exploiter, sur la commune de CAVAILLON, ZAC des Bords de la Durance, un entrepôt couvert de biens de consommation sur la commune de CAVAILLON (84300) –ZAC des Bords de Durance, sous les conditions fixées par le présent arrêté.

L'établissement comprend les activités rangées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées.

Numéro	Désignation de l'activité	volume de l'activité	Régime (*)	Coefficient de redevance
1510-1	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts. Le volume étant supérieur à 50.000 m <sup>3</sup>	Volume : 172.800 m <sup>3</sup> .  Quantité : 30.000 t.	A	
1530 - 1	Dépôt de bois, papiers et cartons. La quantité étant supérieure à 20.000 m <sup>3</sup> .	Volume : 40.000 m <sup>3</sup> .	A	
2663-1a	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).  1- à l'état alvéolaire ou expansé.  Le volume étant supérieur à 2.000 m <sup>3</sup> .	Volume : 15.000 m <sup>3</sup> .	A	
2663-2a	Idem  2 - Dans les autres cas.  Le volume étant supérieur à 10.000 m <sup>3</sup> .	Volume : 46.000 m <sup>3</sup> .	A	
2920-2a	Installation de réfrigération ou compression utilisant des fluides non inflammables et non toxiques.  La puissance étant supérieure à 500 kW.	Puissance installée : 550 kW.	A	

1434-1b	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables.  Le débit étant supérieur à 1m <sup>3</sup> /h mais inférieur à 20 m <sup>3</sup> /h.	Débit équivalent 2m <sup>3</sup> /h.	D	
2910-a2	Installation de combustion. La puissance étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.	Puissance : 2,2 MW	D	
1412	Stockage de gaz inflammable en réservoir manufacturé.	Quantité : 780 kg.	NC	
1430 1432-2	Stockage de liquides inflammables.	Volume : 2,4 m <sup>3</sup> .	NC	
2930	Atelier de réparation de véhicule à moteur.	Surface : 250 m <sup>2</sup> .	NC	

(\*) A : Autorisation - D : Déclaration - NC : Non classable.

## **ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES :**

### **Conformité aux plans et données techniques**

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés en Sous-Préfecture d'APT en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'il ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- les dossiers cités ci-dessus y compris les plans tenus à jour,
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les résultats des contrôles exigés par le présent arrêté, ainsi qu les derniers rapports de visite de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 3 :**

Les installations seront conformes au dossier de décembre 2002 - Révision 1 sous la référence LYN4P010380D.FR/SV/CF ainsi qu'aux annexes et plans joints.

Elles devront respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510.

Exception faite des conséquences pouvant résulter des prescriptions contenues dans le présent arrêté, toute modification des conditions de fonctionnement de l'installation de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier et compléments visés ci-dessus, sera portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation conformément à l'article 20 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations citées à l'article 1 ci-dessus : ces activités doivent respecter les prescriptions des arrêtés-types correspondants.

### **ARTICLE 4 : Règles d'aménagement**

#### **4.1. Clôtures - gardiennage**

L'établissement sera efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. En dehors des heures d'activité, le gardiennage sera assuré par un système d'alarme et télésurveillance.

#### **4.2. Circulation**

L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement, notamment à l'aide de panneaux de signalisation, feux, marquages au sol, consignes, etc...

Les accès et aires de circulation seront correctement revêtus et maintenus en permanence en bon état et dégagés de tous obstacles.

En particulier, le franchissement des voies par des tuyauteries ou des câbles aériens s'effectuera de manière à ne pas gêner le passage de tout véhicule avec un minimum de 4 mètres de hauteur.

Les bâtiments et dépôts devront être facilement accessibles par les Services de Secours et les accès seront aménagés de façon à ne pas imposer de manœuvres à ces véhicules.

### **4.3. Bâtiments et installations**

#### **4.3.1. Généralités**

Les salles de conduite et/ou de contrôle seront conçues de façon à ce que, lors d'un accident, le personnel puisse prendre en toute sécurité les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre ;

Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent seront conçus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourrait entraîner une aggravation du danger ;

Les installations et appareils qui nécessitent, au cours de leur fonctionnement, une surveillance ou des contrôles fréquents, seront disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément ;

Les circuits de fluides sous pression et de vapeur seront conçus et exploités conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Ils devront être vérifiés régulièrement.

#### **4.3.2. Intégration paysagère**

Avant la construction, une étude paysagère de la partie Est de l'établissement sera réalisée et adressée pour avis au Parc Naturel Régional du Luberon.

### **4.3.3. Conception et aménagement**

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à réduire l'apparition d'un sinistre et à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie ; à cet effet, la structure des bâtiments obéira aux règles suivantes :

- les parois des cellules devront avoir une réaction au feu M2 minimum,
- les revêtements de sols devront être en matériaux de catégorie M4 et solidement fixés,
- les revêtements muraux des locaux et dégagements devront être de catégorie M2,
- les revêtements de plafonds et les éléments constitutifs de plafonds suspendus dans ces locaux et dégagements devront être de catégorie M1,
- les zones de réception, stockage et production devront, dans la mesure du possible, être séparées par des parois coupe-feu de durée 2 heures. Les blocs-portes devront être coupe-feu de degré 1 heure ; leur fermeture devra être automatique et asservie à un détecteur déclencheur autonome,
- les locaux techniques devront être isolés par des parois coupe-feu de degré 1 heure. Les blocs-portes devront être coupe-feu de degré 2 heure et munis de ferme porte.

Les locaux ou zone de surface supérieure à 300 m<sup>2</sup> seront munis d'exutoires de fumée situés en partie haute d'une surface utile égale au minimum à 1 % de la surface au sol des locaux à désenfumer. Les commandes des dispositifs d'ouverture devront être facilement accessibles et si possible près des accès principaux.

Dans tous les cas où existe une commande automatique, elle doit être doublée d'un dispositif manuel.

Dans les zones de stockage où une telle mise en conformité s'avérerait difficile, une détection automatique d'incendie sera mise en place et l'équipement de sprinklers étudié.

Les caniveaux internes seront conçus de manière à présenter une stabilité au feu de degré comparable au degré coupe-feu des parois qu'ils traversent.

#### **4.3.4 Matériel électrique**

Les installations électriques devront être conformes aux normes en vigueur.

De plus, dans les ateliers qui peuvent présenter un risque d'explosion, le matériel électrique devra être de sûreté (conformité à l'Arrêté du 31 mars 1980).

Les installations électriques seront protégées contre la foudre et les courants de circulation et feront l'objet d'une vérification annuelle par un organisme qualifié : l'arrêté du 28 janvier 1993 et ses circulaires du 28 janvier 1993 et 28 octobre 1996 sont applicables.

Elles seront réalisées conformément aux normes NFC 14.100 et NFC 15.100.

L'éclairage des locaux doit être doublé d'un éclairage de secours par blocs autonomes de sécurité de type non permanent.

Cet éclairage sera situé au-dessus de chaque issue ainsi que dans toutes les circulations de plus de 15 m de longueur.

### **ARTICLE 5 : Règles particulières**

#### **5.1. Unité de réception et stockage**

L'entreposage des marchandises devra s'effectuer en laissant des allées entre blocs de stockage permettant une évolution aisée des engins de manutention sans risque de heurts des emballages de produits.

Les issues seront dégagées et libres en permanence.

Les produits ne seront pas empilés sur une hauteur mettant en cause l'intégrité de l'emballage. Le nombre de palettes gerbées en hauteur sera limité à quatre pour les boîtes métalliques, trois pour les contenants en verre, deux pour les plastiques.

Le sol des locaux recevant des produits liquides sera aménagé de façon à pouvoir récupérer les produits éventuellement répandus, dans le plus court délai possible. Les produits chimiques seront stockés en rétention.

#### **5.2. Composition des marchandises stockées**

- combustibles solides : bois, papiers, cartons, plastiques, textiles,



- non combustibles : porcelaine, verre, métal,
- liquides non inflammables : boissons gazeuses, eau, produits lessiviels.

Le stockage de produits toxiques ou à caractère dangereux est exclu.

### **5.3. Chaufferies**

Ces installations devront respecter l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques.

L'entrepôt est équipé d'une chaudière alimentée au gaz de ville.

La chaudière sera exploitée en mode octohoraire (présence humaine intermittente et visite toutes les 8 heures) Norme NF E 32 020.

Des points permettant des prélèvements d'échantillons et des mesures directes sont prévus sur les cheminées. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des prélèvements ou/et des mesures représentatifs. Ils sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

La vitesse d'émission des gaz de combustion dans l'atmosphère sera au minimum de 8 m/s.

La chaudière sera implantée dans des locaux spécifiques de caractéristiques suivantes :

- murs en matériaux coupe-feu 2 heures,
- 2 issues de secours,
- ventilation haute et basse,
- 2 détecteurs "gaz" déclenchant la mise en sécurité des installations (coupure électricité - arrêt de l'alimentation gaz),
- 1 vanne manuelle quart de tour à l'extérieur coupant l'arrivée de gaz.

La chaudière sera équipée pour fonctionner en autocontrôle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er février 1993 : elle dispose en particulier - d'extincteurs à poudre polyvalente - de brûleur à pressostat et à sécurité de fonctionnement - de détecteur de défaut de flamme - de sondes de niveau d'eau redondant asservi au fonctionnement du brûleur.

## **5.5 Divers**

La conduite et l'entretien des installations frigorifiques seront confiés à un personnel spécialement formé.

Leur accès sera limité au personnel d'exploitation et aux seules personnes préalablement autorisées par l'exploitant.

A la fin de la journée de travail, l'exploitant s'assurera qu'il ne séjourne plus personne dans les chambres froides et qu'aucune anomalie de fonctionnement n'est constatée.

Les chariots de manutention seront remisés sur des emplacements réservés à cet effet. Leur entretien et leur réparation seront effectués dans un local spécial.

Les chargeurs de batteries seront placés dans des lieux largement ventilés, de façon à éviter toute formation de mélange gazeux explosif.

Les locaux abritant les utilités (groupe de compression, groupe électrogène, chaufferie, transformateur) seront spécifiques et maintenus en parfait état de propreté ; aucun matériel ou déchets de nettoyage ne seront conservés dans ces locaux. Une ventilation et une insonorisation de ces locaux seront assurées si nécessaires. Il en sera de même pour les échangeurs et les aéroréfrigérants.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères lisibles le nom et la capacité des produits qu'ils contiennent.

## **ARTICLE 6 : Prévention des pollutions**

### **6.1. Dispositions générales**

Les installations seront conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble de l'installation comporteront explicitement des contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modifications ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect du présent arrêté.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs seront captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité

des travailleurs, les rejets devront être conformes aux dispositions stipulées ci-après.

Un nettoyage périodique sera effectué sur l'ensemble des installations : il sera journalier dans les ateliers de préparation et de conditionnement.

Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être, devront être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits véhiculés. Elles seront convenablement entretenues et feront l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces contrôles seront consignés sur un registre.

Les canalisations de fluides dangereux seront aériennes.

Les différentes canalisations seront repérées.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts seront établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour et datés après modifications.

Les liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un contrôle, un traitement et le milieu de réception sont interdites. Il en sera de même entre les réseaux d'eaux sanitaires et de procédé.

L'établissement disposera de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation ou absorbants...

## **6.2. Prévention des accidents et des pollutions accidentelles**

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

Le ruissellement des eaux pluviales sur des surfaces imperméables présentant un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage, sera collecté.

Les eaux ainsi collectées ne pourront être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et traitement approprié.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- \* 100 pour 100 de la capacité du plus gros réservoir ;
- \* 50 pour 100 de la capacité des réservoirs associés.

La capacité de rétention sera étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et devra résister à l'action physique et chimique des fluides.

Il en sera de même pour son dispositif d'obturation qui sera maintenu fermé.

L'étanchéité des réservoirs devra pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne pourront être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou devront être éliminés comme les déchets.

L'aire de déchargement des véhicules citernes devra être étanche et reliée à une rétention.

Ces dispositions concernent en particulier les réactifs de nettoyage et les stockages d'huiles usées.

### **6.3. Traitement des effluents**

Les installations de traitement seront conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Ces installations seront correctement entretenues ; pour cela, les paramètres permettant de s'assurer du bon fonctionnement seront mesurés en continu avec asservissement à une alarme qui aura pour effet d'interrompre les rejets.

Les résultats seront portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

En cas de panne des installations de traitement, les opérations seront arrêtées.

## **6.4. Prévention de la pollution atmosphérique**

### **6.4.1. Dispositions générales**

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.

La forme des conduits d'évacuation à l'atmosphère, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.

Les gaz des installations de combustion ne devront pas contenir au rejet plus de :

- |                    |                        |
|--------------------|------------------------|
| - oxydes d'azote   | 150 mg/ m <sup>3</sup> |
| - poussières       | 5 mg/ m <sup>3</sup>   |
| - oxydes de soufre | 35 mg/ m <sup>3</sup>  |

## **6.5. Prévention de la pollution de l'eau**

### **6.5.1. Dispositions générales - Prélèvement d'eau**

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

L'eau utilisée proviendra du réseau public de la ville.

Les consommations d'eau seront par ailleurs suivies sur les principaux points d'utilisation.

Annuellement, l'exploitant fera part à l'Inspection des installations classées de ses consommations d'eau.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'Inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrication.

### **6.5.2. Collecte et recyclage des effluents liquides**

Des dispositions appropriées seront prises pour séparer les divers effluents afin d'en faciliter le traitement. Les eaux de refroidissement seront en particulier séparées des eaux polluées.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre le réseau de collecte des effluents devant subir un traitement, et le milieu naturel récepteur ou les égouts extérieurs à l'établissement.

Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériels utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps.

Un plan du réseau d'égout, faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchement, sera établi, régulièrement tenu à jour, communiqué à l'Inspection des Installations Classées après chaque modification notable.

### **6.5.3. Eaux pluviales et d'incendies**

Les eaux pluviales des toitures seront rejetées au réseau pluvial communal, un bassin tampon de 400 m<sup>3</sup> sera réalisé. Les eaux pluviales de voiries seront traitées par passage avant rejet dans un système déshuileur/décanteur muni d'un obturateur automatique.

La capacité de récupération de ces eaux sera dimensionnée, aménagée et exploitée de manière à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement au réseau communal en satisfaisant aux normes mentionnées ci-après.

Le rejet des eaux d'incendie ne pourra s'effectuer sans une analyse préalable ; dans ce cas, les effluents devront respecter les valeurs maximales suivantes :

- pH	.....entre 5,5 et 8,5 ;
- MES	.....35 mg/l ; 15 kg/j
- DBO <sub>5</sub>	.....30 mg/l ; 15 kg/j
- DCO	.....125 mg/l ; 50 kg/j
- Azote global	.....30 mg/l ; 50 kg/j

En cas de non respect de ces normes, les effluents seront évacués vers la station d'épuration urbaine après accord passé avec le gestionnaire.

L'Inspection des installations classées pourra ajouter à la liste susvisée d'autres paramètres.

#### **6.5.4. Eaux vannes**

Les eaux vannes seront rejetées dans le réseau communal.

#### **6.5.5. Eaux industrielles**

Il n'y aura pas de rejet d'eaux industrielles à l'exception des eaux de lavage des sols. Ces eaux seront rejetées au réseau public d'assainissement.

#### **6.5.6. Contrôle des rejets**

Des dispositifs aisément accessibles et spécialement aménagés à cet effet devront permettre, en des points judicieusement choisis des réseaux d'égout et notamment au point de rejet dans le milieu naturel, ainsi qu'au point de déversement dans le collecteur conduisant à la station d'épuration communale, de procéder à tout moment à des prélèvements de liquide.

Au moins une fois par an, ces mesures seront effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement avec celle-ci à partir d'un échantillon représentatif sur 24 h.

Les analyses seront effectuées sur un échantillon représentatif avec prise automatique asservie au dispositif de mesure de débit.

Les résultats des contrôles visés ci-dessus seront adressés à l'Inspection des Installations Classées et à la police de l'eau.

L'inspection des installations classées pourra à tout moment réaliser, ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses seront à la charge de l'exploitant.

#### **6.5.7. Surveillance des eaux souterraines**

La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'Etablissement fera l'objet d'une surveillance, notamment en vue de détecter des pollutions accidentelles.

Les modalités pratiques de cette surveillance qui pourra se faire en particulier à partir des puits situés sur le site seront définies dans une consigne soumise à l'approbation de l'Inspection des installations classées.

## **ARTICLE 7 : Bruits**

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Un contrôle des niveaux sonores sera réalisé dès la notification du présent arrêté. Dans le cas où les seuils admissibles sont dépassés un traitement des nuisances sonores sera effectué.

Les prescriptions de l'Arrêté du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées sont applicables.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation devra rester inférieure aux valeurs suivantes:

- 5 dB (A) pour la période de jour (7 H à 22 H) sauf dimanche et jours fériés ;
- 3 dB (A) pour la période de nuit (22 H à 7H) ainsi que dimanche et jours fériés,

ceci en tous points à l'intérieur des locaux riverains habités par des tiers (fenêtres ouvertes ou fermées) et parties extérieures (cour, jardin, terrasses...) de ces mêmes locaux.

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés dans l'établissement devront répondre aux règles en vigueur (en particulier au Décret n° 69.380 du 18 avril 1969 et des textes pris pour son application).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage sera interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les valeurs maxi. en limite de propriétés sont :

- jour : 07 à 22 heures    65 (dBA),
- nuit : 22 à 07 heures    55 (dBA).



Tous les trois ans, l'exploitant fera réaliser une mesure des bruits émis par son établissement par un organisme qualifié après accord de l'Inspection des installations classées. La première mesure sera effectuée dès le début d'exploitation.

## **ARTICLE 8 : Déchets**

### **8.1. Déchets - Généralités.**

Dans l'attente de leur traitement, toutes précautions (stockages sous abri, fréquence d'enlèvement, aire étanche...) seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'un danger ou d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Les déchets, objets d'une valorisation ultérieure (papiers-cartons, plastiques, verres, pneus, ferrailles, bois, etc...) seront stockés sous hangar dans des conteneurs et/ou en vrac à l'intérieur de boxes.

Les déchets non valorisables seront éliminés dans une installation régulièrement autorisée à cet effet (décharge, incinérateur).

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Pour l'évacuation des déchets (valorisation et élimination), l'exploitant s'assurera, lors du chargement, que les conditions d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement.

L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination ou la valorisation sur demande de l'inspection des installations classées à qui il tiendra à disposition une caractérisation et une quantification de tous les déchets générés par ses activités.

Dans ce cadre, il justifiera, le caractère ultime au sens de l'article L 541-1 du Code de l'Environnement.

Pour chaque enlèvement de déchets, les renseignements minimaux suivants seront consignés sur un registre de forme adaptée :

- nature, origine et quantité du déchet ;
- code de la nomenclature nationale ;
- quantité enlevée ;
- date d'enlèvement ;

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination de ces déchets dont, le cas échéant, le bordereau de suivi prévu par l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances, seront annexés au dit registre, conservés pendant trois ans et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Un état récapitulatif de ces données sera transmis trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées en utilisant la nomenclature et la forme prévues par l'arrêté précité.

Un état annuel sera établi et transmis à l'Inspection, sur l'évolution des filières retenues pour le traitement et la valorisation des déchets.

## **ARTICLE 9 : Organisation de la sécurité générale**

### **9.1. Dispositions générales**

**Le règlement général** de sécurité s'appliquera à tout le personnel de l'usine ainsi qu'à toute personne admise à y pénétrer. Il fixera le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine, en particulier :

- les conditions de circulation ;
- les précautions à prendre et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie.

Ce règlement sera remis à toute personne admise à travailler dans l'usine ;  
décharge écrite en sera donnée.

Il sera affiché à l'intérieur de l'usine.

**Les consignes générales** de sécurité préciseront :

- les modes opératoires d'exploitation ;
- les règles d'utilisation du matériel de protection individuelle ou collective ;
- les opérations qui devront être exécutées avec une autorisation spéciale et qui feront l'objet de consignes particulières ;
- les personnes habilitées à donner des autorisations spéciales ;

**Les consignes particulières** de sécurité viseront les activités soumises à autorisation spéciale (par exemple : permis de feu dans une zone de risque incendie).

Les autorisations spéciales seront nominatives, de durée limitée et signées par une personne habilitée par le chef d'établissement.

L'entretien et l'inspection périodique du matériel porteront sur :

- les appareils à pression dans les conditions réglementaires ;
- les organes de sûreté tels que : soupapes, indicateurs de niveau, etc... ;
- les réservoirs ;
- le matériel électrique, les circuits de terre et les systèmes de protection cathodique, s'il y a lieu ;
- l'efficacité des appareils de traitement (filtres...)
- les appareils de détection et de contrôle.

## **9.2. Moyens de lutte contre l'incendie**

La lutte contre l'incendie est assurée par les moyens suivants :

- 4 poteaux d'incendie extérieurs :
  - ▶ PI n° 346 (AUCHAN)
  - ▶ PI n° 360 (NE. SAMADA)
  - ▶ PI n° 361 (SE. SAMADA)
  - ▶ PI n° 1 (RD 31. CHEVAL BLANC)

Un poteau supplémentaire sera installé sur le terrain STC.

Le débit simultané nécessaire sera de 360 m<sup>3</sup>/h.

- Des extincteurs répartis judicieusement dans l'usine.
- Un réseau de RIA pour les cellules de stockage.

### **9.2.1 - Dispositions visant à réduire l'éclosion d'un sinistre.**

Les aménagements intérieurs devront avoir une réaction au feu conforme à la règle du 4.2.1., à savoir :

- les revêtements de sols doivent être en matériaux de catégorie M4 et solidement fixés,
  - dans les locaux et les dégagements, les revêtements muraux doivent être en matériaux de catégorie M3 (article AM3),
  - les revêtements de plafonds et les éléments constitutifs des plafonds suspendus dans les dégagements et dans les locaux doivent être en matériaux de catégorie M1 (article AM4).
- Réaliser les installations d'électricité et de chauffage conformément aux normes et textes en vigueur.
  - Les murs extérieurs seront construits en matériaux M0.
  - Afficher aux entrées de l'établissement le panneau portant l'interdiction de fumer.

### **9.2.2. - Dispositions visant à réduire la propagation rapide d'un sinistre**

Les percements et les ouvertures effectués dans les murs CF (passage de gaines) seront rebouchés afin de maintenir le degré CF.

- Réaliser le stockage intérieur de la façon suivante :
  - surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup>,
  - hauteur maximale de stockage : 8 m maximum,
  - distance entre 2 îlots : 2 m minimum.

Tenir à jour l'état des matières stockées.

### **9.2.3 - Moyens de secours - Dispositions visant à faciliter l'intervention des secours**

Le système de Robinets d'Incendie Armés devra être tel que chaque point de l'établissement puisse être atteint par 2 jets de lance au moins.

La distance maximum à parcourir pour atteindre un extincteur devra être inférieure à 15 mètres.

Le personnel devra être formé et entraîné à la mise en œuvre des moyens de secours.

L'établissement devra être doté d'un matériel de premier secours adapté à la nature des risques et facilement accessible.

Mettre en place une alarme incendie audible de tous points de l'établissement.

Des consignes très précises devront prévoir l'alerte des secours, l'intervention des moyens internes, l'évacuation des locaux et l'accueil des secours extérieurs. Ces consignes devront être affichées dans toutes les zones.

Un éclairage de sécurité devra être installé au-dessus de chaque issue ainsi que dans toutes les circulations de grande longueur (distance supérieure à 15 mètres).

Rendre visibles et accessibles en toutes circonstances les sorties de secours de l'établissement,

S'assurer de l'accès en tout temps des poteaux d'incendie des Sociétés SAMADA et AUCHAN.

### **ARTICLE 10 : Protection contre la foudre**

Les dispositifs de protection contre la foudre seront conformes à la norme française C 17-100 de février 1987, ou à toute norme en vigueur dans un état membre de la Communauté Européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes, en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.

La norme sera appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agressions et la zone de protection seront étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en sera également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et plus généralement pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection en cage maillée, la mise en place de pointes caprices ne sera pas obligatoire.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fera l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure sera décrite dans un document tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Cette vérification devra également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et, après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre sera installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci sera démontrée.

Les pièces justificatives du respect du présent article seront tenues à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Les travaux de mise en conformité devront être effectifs sous un an.

#### **ARTICLE 11 : Démantèlement**

Lors de l'arrêt définitif des installations, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient pour le voisinage ou l'environnement.

En particulier, il procédera :

- < au nettoyage des installations et stockages et fera traiter les déchets récupérés dans des centres autorisés à cet effet ;
- < au démontage des installations et évacuera tous débris ou ferrailles vers des établissements de récupération ou décharges autorisées à cet effet.

## **ARTICLE 12 :**

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent Arrêté, un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) définissant les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et d'alerte ainsi que les moyens à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger et d'alerter les populations et l'environnement, sera établi. Il sera transmis à la Direction Départementale de la Protection Civile et à l'Inspection des Installations Classées. Ce plan sera soumis à C.H.S.C.T. de l'établissement. Le préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées.

## **ARTICLE 13 :**

Tout incident grave ou accident sera immédiatement signalé à l'Inspecteur des Installations Classées, auquel l'exploitant remettra dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et circonstances de l'accident, ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait.

## **ARTICLE 14 : RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille, conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, le délai de recours est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 15 : AFFICHAGE ET COMMUNICATION**

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de CAVAILLON, pendant une durée d'un mois. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité devra être adressé à la Sous-Préfecture d'Apt par le Maire de CAVAILLON.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation du présent arrêté sera conservée dans les archives de la mairie pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Un avis sera inséré par les soins du Sous-Préfet d'Apt et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements de Vaucluse et des Bouches du Rhône.

**ARTICLE 15 :**

Les Secrétaires généraux des préfectures de Vaucluse et des Bouches du Rhône, les Sous-Préfets d'APT et d'ARLES, les maires de CAVAILLON, CHEVAL BLANC, ORGON et PLAN D'ORGON, l'inspecteur des installations classées, et le commandant du groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée au requérant par les soins de Monsieur le Maire de CAVAILLON. Une copie du présent arrêté sera également adressée à Mesdames et Messieurs les maires de CHEVAL BLANC, ORGON et PLAN D'ORGON, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, la Directrice Régionale de l'Environnement, le Directeur Régional des Affaires Culturelles, le Directeur Départemental de l'Équipement, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, le Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Chargé de Mission Régionale de l'Institut National des Appellations d'Origine, l'Architecte des Bâtiments de France, le Président du Parc Naturel Régional du Luberon, ainsi qu'aux services de la Mission Inter-Services de l'Eau.

Annexes : prescriptions applicables aux rubriques n° 1434-1b et 2910-a2.

Copie certifiée conforme  
Le secrétaire général

  
Patrick MARE

Apt le 30 août 2004  
Pour le Préfet de Vaucluse,  
Le Sous-Préfet d'Apt,

  
Michel GILBERT